Institut Tunisien de la Compétitivité
et des Etudes Quantitatives
ITCEQ

TUNISIE 2021

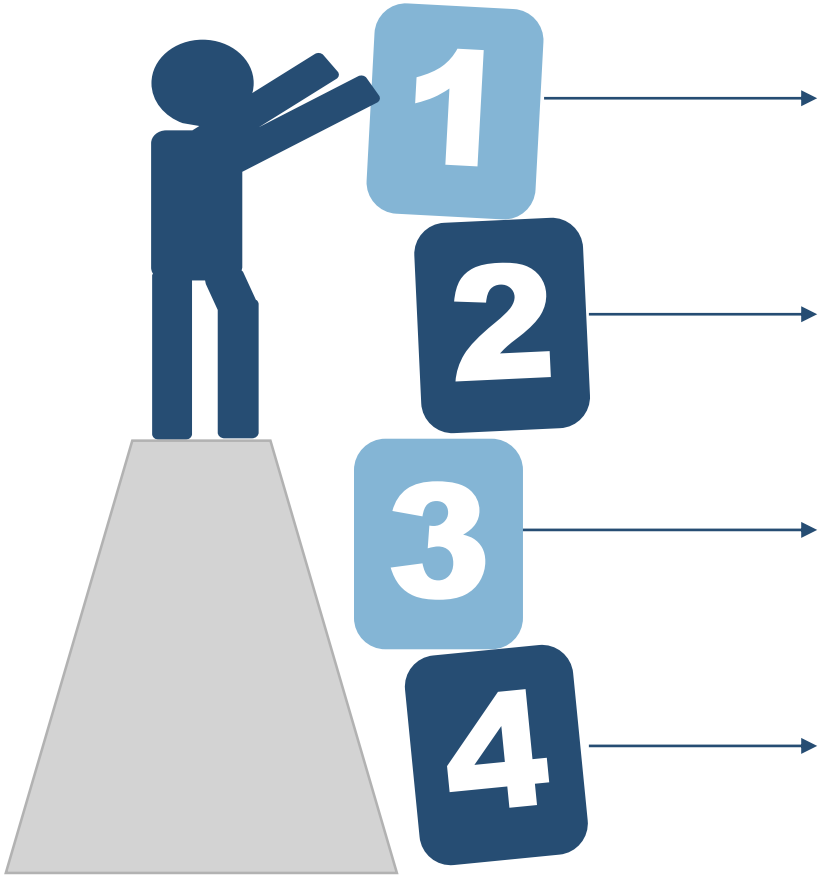
Performances compétitives au temps du Covid-19

Principaux indicateurs

Hajer Mehouachi
Direction Centrale de la Compétitivité

Janvier 2022

Plan



1. Contexte et méthodologie
2. Indicateurs de gouvernance
3. Indicateurs de compétitivité
4. Indicateurs de savoir

01

Contexte et méthodologie

Contexte

1-1

- L'année 2021 a été marquée par l'exacerbation de la pandémie COVID-19 et par ses effets dévastateurs faisant d'elle l'une des pires années de l'histoire récente.
- Le COVID-19 n'est pas seulement une crise sanitaire et économique, mais aussi une crise de gouvernance et de compétitivité que le monde entier a subie. Par ailleurs, le recours à la technologie a permis d'atténuer les effets de cette crise dans diverses régions dont, notamment, la Tunisie.
- Les ravages se poursuivent et les menaces d'autres vagues sont toujours présentes, mais l'année 2021 a été caractérisée par le début de convalescence et de reprise.
- La Tunisie est appelée, en vue de relancer l'activité économique et ouvrir des perspectives de développement durable et équitable, à améliorer ses performances compétitives pour mieux se positionner dans les différents classements internationaux ayant trait à la gouvernance, à la compétitivité et au savoir.

Méthodologie

1-2

- Cette présentation a pour objectif de présenter les principaux indicateurs de gouvernance, de compétitivité et du savoir pour l'année 2021.
- Pour chaque indicateur, l'analyse sera faite en présentant les principaux résultats au niveau mondial puis en traçant l'évolution du classement de la Tunisie pour proposer certaines recommandations qui lui permettraient d'améliorer son classement.
- Les indices de gouvernance retenus sont: l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) de International Transparency et l'Indice de Liberté Economique (EFI) de Heritage Foundation.
- Les indices de compétitivité: l'African Tech Ecosystems of the Future du Foreign Direct Investment Intelligence (FDI Intelligence) et l'Indice Global de la Compétitivité des Talents de INSEAD, the Business School for the World.
- Les indices du savoir : l'Indice Global de l'Innovation de World Intellectual Propriety Organization (WIPO) et l'Indice du Commerce Electronique B2C de la CNUCED.

Aperçu général de l'année 2021

- Avec toutes les perturbations qui ont marqué la scène économique et politique pendant l'année 2021, la Tunisie a pu améliorer son score dans « l'Indice de Liberté Economique » et dans « l'Indice Global de Compétitivité des Talents »; elle a gardé le même score pour « l'Indice de Perception de la Corruption » et a perdu du terrain dans 2 indicateurs à savoir « l'Indice Global de l'Innovation » et dans « l'Indice de Commerce Electronique B2C ».
- Les meilleurs résultats enregistrés par la Tunisie sont au niveau de l'Indice « AfricanTech Ecosystems of the future » dans sa première édition publiée en 2021, où, avec plus de 190 Startups en 2020 et pour un montant d'investissement de 3.3M$, la Tunisie occupe le 5^{e} rang global et le 2^{e} rang arabe.
- La meilleure amélioration du rang est au niveau de l'Indice de Liberté Economique où la Tunisie a gagné 9 positions en une année.
- Concernant l'Indice Global de l'Innovation, la Tunisie a accusé une légère baisse au niveau du score et a perdu 6 rangs en une année et elle affiche de meilleurs résultats dans « les Outputs d'innovation » (64^{e}) que dans les « Inputs d'innovation » (78^{e}).

Les indicateurs de gouvernance

02

A propos de l'indicateur

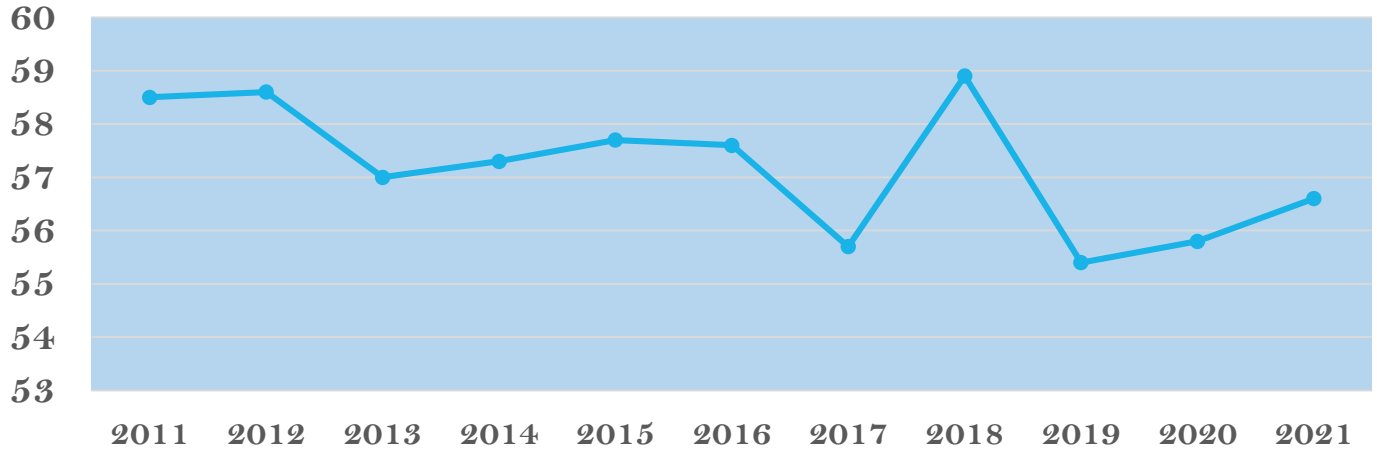
- Heritage Foundation a publié en mars 2021 la 27ème édition de son rapport annuel sur l'indice de la liberté économique.
- Cet indice qui adopte une vision globale du principe de la liberté économique analyse 12 facteurs regroupés dans 4 piliers à savoir « l'Etat de droit », « la taille du gouvernement », « l'efficacité réglementaire » et « l'ouverture du marché ».
- Le rapport a pris en considération l'impact de la crise pandémique mondiale en analysant l'impact de cette situation sur le développement économique de chaque pays et les mesures prises en l'occurrence.
- Le score moyen mondial pour 2021 comme en 2020 est de 61,6 : le score le plus élevé enregistré en 27 ans.
- Amélioration de la liberté économique de 89 pays sur 178.

Résultats de la Tunisie

- La Tunisie a gagné 9 rangs (119e contre 128e en 2020) et elle est classée 21e au niveau africain et 9e au niveau du monde arabe.
- Le score enregistré en 2021 est en légère amélioration (56,6 contre 55,8 en 2020).
- Malgré cette amélioration, l'économie tunisienne reste dans les rangs des économies principalement non libres.
- « La taille du gouvernement » et « l'efficacité règlementaire » sont les piliers les plus performants.
- Le pilier « Taille du gouvernement » a enregistré la meilleure amélioration au niveau du score (65,27 contre 62 en 2020) grâce au volet « Santé budgétaire » qui s'est consolidé (+14,2 points).

Résultats de la Tunisie

Evolution du score de la Tunisie (2011-2021)



Les scores observés depuis 2011 ont suivi un rythme irrégulier. Toutefois, après la chute enregistrée en 2019, la Tunisie est désormais sur la voie de récupération puisqu'elle a amélioré son score pendant les deux dernières années.

Le pic enregistré en 2018 résulte de l'amélioration du score de la Tunisie dans le pilier « Liberté des affaires » suite notamment aux réformes engagées pour faciliter la création des entreprises.

Principales recommandations*

- Bien que des initiatives aient été mises en œuvre pour assurer l'intégrité du gouvernement, on note un manque de communication et de coordination, pour inclure davantage le secteur privé, la société civile et les particuliers dans la conception, le suivi et l'évaluation des décisions publiques.
- Assurer la transparence, renforcer le contrôle des taxes et lutter contre l'évasion fiscale.
- Moderniser l'administration fiscale afin qu'elle puisse exercer pleinement son pouvoir et recouvrer les ressources de l'Etat avec plus d'efficacité et d'équité.
- Encourager les opérateurs dans le secteur informel à s'inscrire dans le circuit économique du pays via des incitations fiscales et financières.
- Assouplir les dispositions relatives à l'embauche et au licenciement.

Principales recommandations (suite)

- Améliorer les pratiques du commerce extérieur et faciliter les opérations d'import-export au niveau des ports, notamment celui de Radès et ce, en consolidant l'efficience des services d'acconage et de manutention et en investissant dans l'infrastructure et la logistique portuaire avec la participation du secteur privé.

- Réduire le nombre d'autorisations dans la loi d'investissement, simplifier les procédures et réduire les délais des prestations administratives en s'orientant vers la digitalisation,

Principaux résultats

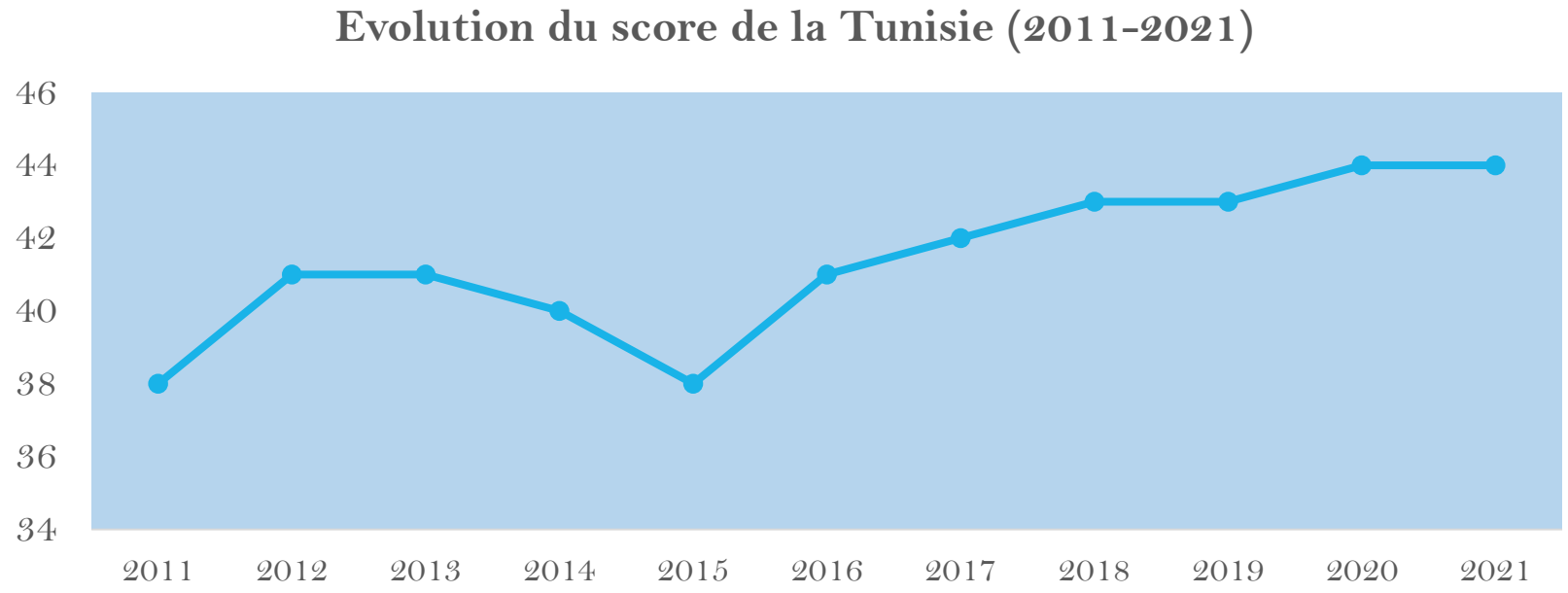
Alors que la corruption prend des formes très différentes d'un pays à l'autre, les scores de cette année révèlent que toutes les régions du globe sont au point mort lorsqu'il s'agit de lutter contre la corruption dans le secteur public.

- L'Indice de Perception de la Corruption 2021 a évalué 180 économies selon leur perception du niveau de la corruption dans le secteur public.
- Deux tiers des pays ont eu un score au dessous de 50/100.
- Le score moyen observé cette année est de l'ordre de 43/100.
- Les pays qui ont les scores les plus élevés sont le Danemark, la Finlande et la Nouvelle-Zélande (tous les trois avec un score de 88), suivis de la Norvège, Singapour et la Suède avec un score de 85 pour ces trois pays. La Suisse glisse à la 7e position (84).
- Les Émirats arabes unis (score : 69) et le Qatar (63) sont les plus performants de la région arabe, tandis que la Libye (17), le Yémen (16) et la Syrie (13), déchirés par la guerre, obtiennent les plus mauvais résultats.

Résultats de la Tunisie

- Ayant gardé le même score qu'en 2020 (44 contre 43 en 2019), la Tunisie a perdu 1 rang et se classe 70e contre 69e en 2020. Ce score est supérieur au score global moyen (43).
- La notation de la Tunisie dans le « Bertelsmann Foundation Transformation Index » s'est améliorée de 4 points entre 2020 et 2021. De même, le score attribué à la Tunisie auprès du Forum Economique Mondial « Executive Opinion Survey » s'est amélioré en passant de 41 points en 2019 et 2020 à 47 points en 2021,
- La Tunisie est classée 9e au niveau africain et 6e au niveau arabe.

Résultats de la Tunisie



Depuis 2015, les scores attribués à la Tunisie ont suivi un rythme ascendant, témoignant l'inscription du pays dans une démarche de lutte contre les différentes formes de corruption.

Principales recommandations*

- Renforcer les institutions de contrôle en leur fournissant les fonds et les ressources nécessaires pour l'accomplissement de leurs missions tout en veillant à leur indépendance.
- Garantir l'ouverture et la transparence des marchés publics : les processus de passation de marchés doivent rester ouverts et transparents afin de lutter contre les actes répréhensibles, d'identifier les conflits d'intérêts et de garantir une tarification équitable.
- La publication et la garantie de l'accès aux données ventilées sur les dépenses et la répartition des ressources sont particulièrement pertinentes dans les situations d'urgence où toutes les actions politiques doivent être justifiées et efficaces.

Les indicateurs de compétitivité

03

African Tech Ecosystems of the future 2021

AfricainTech Ecosystems of the future 2021

INVEST IN AFRICA

La Foreign Direct Investment Intelligence (FDI Intelligence), a publié en début 2021, en association avec la société de recherche Briter Bridges, son premier rapport « African Tech Ecosystems of the Future 2021/2022 ». Le classement des pays selon cet indice vise à cartographier les écosystèmes technologiques de l'Afrique et à explorer son potentiel.

A propos de l'indicateur

- Africain Tech Ecosystems of the Future a classé 17 pays africains qui comptent plus de 50 start-ups, avec un investissement total supérieur à 500000 $ au titre des années 2019 et 2020 et disposant de plus de 9 pôles technologiques.

- L'indicateur global est obtenu en calculant le score de chaque pays au niveau des 7 sous indicateurs suivants : « Potentiel économique », « Convivialité des affaires », « Capital humain et mode de vie », « Coûts relatifs aux affaires », « Connectivité » « Stratégies relatives aux IDE » et « Statut des Startups ».

- Selon la Banque Africaine de Développement, l'Afrique a le taux d'entrepreneuriat le plus élevé au monde vu que 22% de la population en âge de travailler en Afrique a opté pour le travail indépendant.

Principaux résultats

- L'Afrique du Sud est au premier rang au niveau global ainsi qu'au niveau des sous indicateurs « Potentiel économique », « Convivialité des affaires » et « Statut des Startups » avec plus de 700 Startups en 2020 pour une valeur d'investissement de 241M$.

- L'Egypte se situe au 3e rang au niveau global et 1er au niveau arabe avec plus de 300 nouvelles Startups en 2020 pour un investissement 47M$. Il occupe, également en Afrique le 1er rang au niveau de « la stratégie des IDE », le 3e rang au niveau du pilier « Potentiel économique » et le 4e rang au niveau des piliers « Coûts relatifs aux affaires », « Connectivité », Convivialité des affaires », et « Statut des startups ».

Résultats de la Tunisie

- Avec plus de 190 Startups en 2020 pour un montant d'investissement de 3.3M$, la Tunisie occupe le 5e rang régional et le 2e rang arabe.
- Au niveau des indicateurs partiels, la Tunisie réalise la troisième performance régionale et la 1ère arabe en termes de « Capital Humain et style de vie ». Elle se classe 3e au niveau régional et 2e au niveau arabe dans les domaines liés à la « Connectivité » et à la « Convivialité des affaires » (derrière le Maroc, classé respectivement au 1e et 2e rang régional).

Résultats de la Tunisie

- La meilleure performance relevée est au niveau de la « Rentabilité des coûts » où la Tunisie se place comme leader africain.
- La Tunisie occupe le 3e rang au niveau de l'indicateur « Convivialité des affaires ». Elle s'est démarquée, dans ce domaine, grâce aux mesures règlementaires prises par le gouvernement en faveur des startups.
- En 2019, les startups labellisées ont généré un chiffre d'affaires de 66 millions de dinars, dont 72% réalisés sur le marché tunisien et ont permis de créer 2 829 emplois.

Principales recommandations*

Pour améliorer son classement la Tunisie doit assurer :

- Le renforcement du cadre institutionnel et incitatif des startups et ce, avec l'assouplissement des dispositions fiscales, la création des fonds d'investissement dédiés aux mesures d'appui pour le dépôt des brevets à l'international, etc.
- La création d'un tribunal de commerce qui permettra à la justice commerciale d'être en phase avec les transformations économiques et technologiques en cours en Tunisie et partout dans le monde et ce, à l'instar de plusieurs pays (ex : le Maroc, l'Egypte, La France…) où ce type de tribunal a renforcé les facteurs d'attractivité des investissements directs étrangers et a prouvé son efficacité dans la résolution des litiges commerciaux.

Principales recommandations (suite)

- La réforme du code des sociétés commerciales et de la loi régissant l'activité des sociétés d'investissement et des gestionnaires d'actifs afin d'instaurer plus d'instruments de financement.
- L'amélioration de la politique de développement de la logistique d'exportation en veillant à réduire les goulots d'étranglement et à maitriser les perturbations fréquentes au port de Radès, par lequel transitent 80% des échanges de marchandises.
- L'accélération du lancement de la plateforme nationale dédiée à la création d'entreprise qui permettrait de digitaliser tout le processus de création de bout en bout.
- La modernisation des systèmes d'enseignement/formation vu leurs effets sur la préparation des individus à s'intégrer et agir dans la société de l'information.

A propos de l'indicateur

- En octobre 2021, l'INSEAD a publié la huitième édition du "*Global Talent Competitiveness Index*" (GTCI). Il s'agit d'un rapport d'analyse comparative qui mesure la manière dont les pays et les villes cultivent, attirent et retiennent les talents.
- Selon GTCI, la compétitivité des talents fait référence à l'ensemble de politiques et de pratiques qui permettent à un pays de développer, d'attirer et de renforcer le capital humain qui contribue à la productivité et à la prospérité. Le GTCI est un modèle Input-Output qui combine une évaluation de ce que font les pays pour produire et acquérir des talents (Input) et le type de compétences dont ils disposent en conséquence (Output).

Principaux résultats

L'édition 2021, intitulée "*The Global Talent Competitiveness Index 2021 - Talent Competitiveness in Times of COVID*" couvre 134 pays. Les principales conclusions du rapport sont :

- Il existe une forte corrélation entre le PIB par habitant et les scores GTCI et les premières places du classement des scores GTCI continuent d'être dominées par les pays développés à revenu élevé.
- La pandémie du COVID-19 a constitué un choc dans le paysage mondial des talents et sur les marchés du travail.
- La pandémie a creusé les inégalités entre les travailleurs, en fonction de leur secteur d'activité et de leur niveau de qualification.

Principaux résultats (suite)

- Les plans de relance adoptés par les gouvernements auront une importance considérable pour façonner les marchés du travail et la concurrence en matière de talents dans les années à venir.
- Mettre l'accent sur les métiers et compétences à caractère écologique et numérique est crucial pour la compétitivité en matière de talents en ces temps du COVID-19.
- Le classement du GTCI 2021 est mené par la Suisse (82,09) devant Singapour (79,38), les États-Unis (78,81), le Danemark (77,98) et la Suède (77,98).

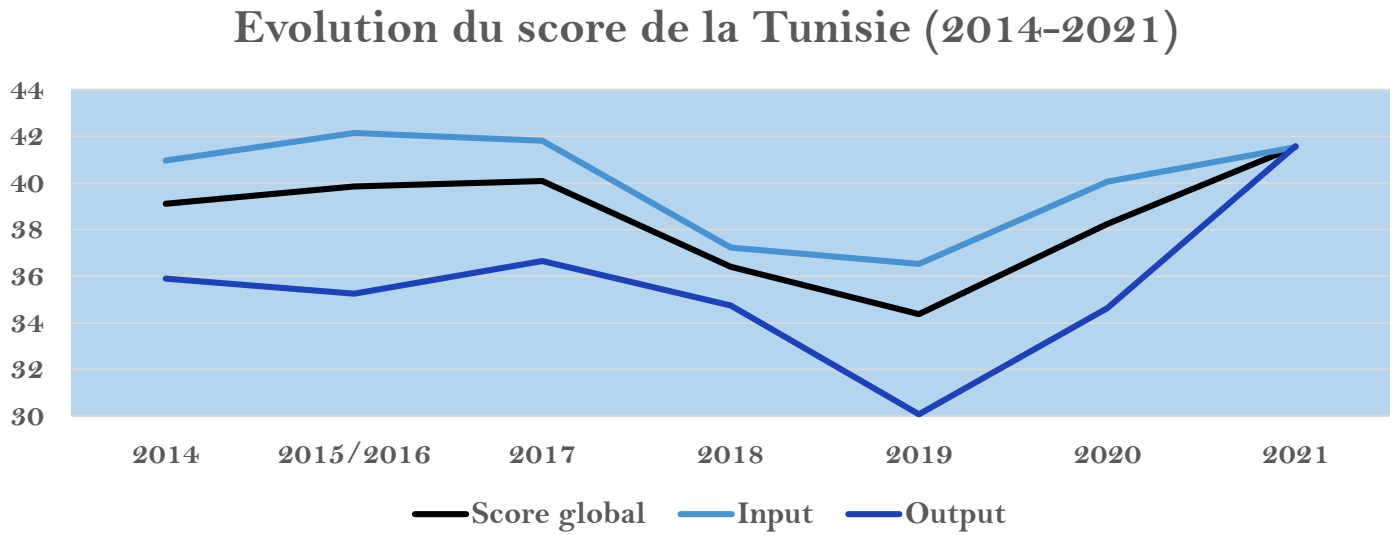
Résultats de la Tunisie

- La Tunisie améliore son score (41,56 en 2021 contre 38,25 en 2020) et se classe 1er pays maghrébin, 9e au niveau du monde arabe et 5e au niveau de l'Afrique, ce score est supérieur au score moyen observé dans le groupe à « revenu moyen inférieur ». Pour les six sous-catégories, la Tunisie réalise les résultats suivants :

1. Dans le pilier *Inputs*, la Tunisie se classe 87e pour les facilitateurs (44,31), 107e pour la capacité d'attraction (39,80), 84e pour la capacité de développement (30,47) et 72e pour la capacité de rétention de talents (51,58).

2. Dans le pilier *Outputs*, la Tunisie se classe 96e pour les compétences de niveau moyen (39,38) et 52e pour les compétences de niveau élevé (43,79).

Résultats de la Tunisie



Les scores enregistrés par la Tunisie dans les 8 derniers classements montrent une tendance haussière au début de la période observée, suivie d'une chute en 2018 et 2019 pour revenir au rythme ascendant depuis 2020 et ce, aussi bien pour les inputs que pour les outputs du GTCI.

La Tunisie enregistre de meilleurs résultats au niveau des inputs, ce qui traduit une inscription du pays dans une démarche d'investissement dans ses compétences en vue de retenir ses talents.

Résultats de la Tunisie

- **Inputs** : le pilier « Enable » a enregistré la meilleure amélioration du score (+6,48) et ce, grâce au volet « Environnent des affaires et règlementation du travail » qui a presque doublé son score (43,21 contre 24,17 en 2020).

- **Outputs** : la meilleure performance enregistrée par la Tunisie est au niveau du volet « compétences de savoir » dont le score a augmenté de 13,73 points et ce, grâce au pilier « Impact de talents » qui a montré la plus grande résilience. Le score relatif aux « Articles de revues scientifiques » s'est nettement amélioré passant de 18,43 en 2020 à 53,81 en 2021.

  → L'impact de talents montre que si la Tunisie a montré une certaine résilience durant cette crise , c'est grâce à ses talents et ses compétences humaines.

Principales recommandations*

- Réviser le système éducatif pour mieux répondre aux besoins de l'économie et mettre en place les politiques d'emploi qui favorisent la flexibilité, la mobilité et l'entrepreneuriat.
- Améliorer le climat des affaires notamment au niveau de l' infrastructure technologique.
- Recourir au Partenariat Public Privé (PPP) surtout en matière de compétences, de recherche scientifique et d'innovation.
- Contourner le phénomène de fuite de cerveaux en favorisant le dialogue et en adoptant les politiques actives de l'emploi aux attentes des hautes compétences.

Les indicateurs du savoir

04

A propos de l'indicateur

- Le Global Innovation Index 2021 (GII), publié le 20 septembre 2021, est coédité par l'Université Cornell, l'INSEAD et l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle OMPI et a couvert 132 économies.

- Le GII s'appuie sur deux sous-indices à savoir « les Inputs de l'innovation » et « les Outputs de l'innovation ». Il repose sur 7 piliers clés : cinq concernent les inputs et englobent (1) les institutions, (2) le capital humain et la recherche, (3) les infrastructures, (4) la sophistication du marché et (5) la sophistication des affaires. Les deux autres piliers sont relatifs aux outputs et capturent les preuves effectives des résultats de l'innovation : (6) les résultats du savoir et de la technologie et (7) les résultats créatifs.

- Le GII 2021 constate que les secteurs innovants de l'économie mondiale sont restés forts, malgré les graves perturbations liées à la crise du Covid-19.

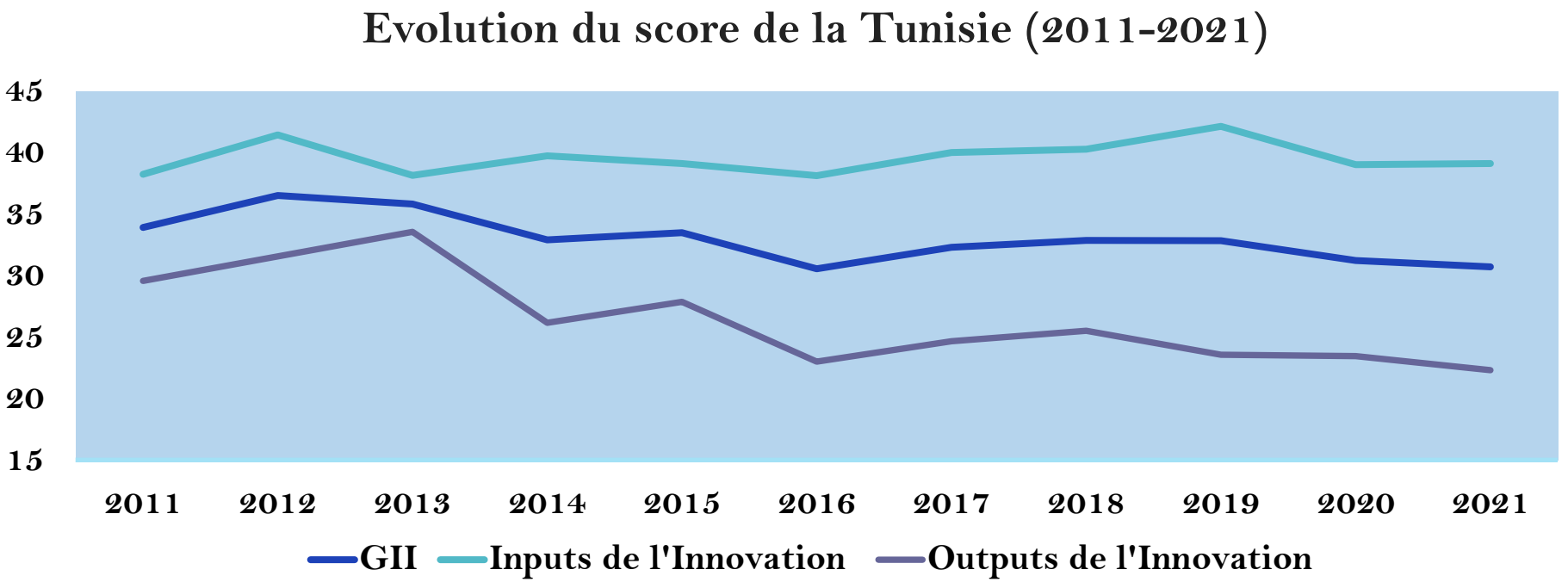
Principaux résultats

- L'investissement dans l'innovation a atteint un niveau record avant la pandémie et les dépenses en Recherches et Développement (R&D) ont connu en 2019 une croissance exceptionnelle de 8,5%.
- La Suisse mène le classement mondial pour la 11e année de suite avec un score de 65.5 contre 66.08 en 2020 et 67.24 en 2019.
- l'Amérique du Nord, avec les États-Unis (3e) et le Canada (16e), constitue la région la plus innovante et la plus performante dans tous les piliers du GII.
- Au niveau du monde arabe, les Émirats Arabes Unis (EAU) restent dans le top 35 et se hissent au 33e rang à l'échelle mondiale. Ils sont en tête de la région en matière d'infrastructure (14e).

Résultats de la Tunisie

- La Tunisie a accusé une légère baisse au niveau du score passant de 31.21 en 2020 à 30.7 en 2021 et a perdu 6 rangs en une année (71^{e} contre 65^{e} en 2020).
- La Tunisie a obtenu de meilleurs résultats dans « les Outputs d'innovation » que dans les « Inputs d'innovation ». Elle se classe 78^{e} pour les « Inputs d'innovation », le même rang qu'en 2020 et se classe 64^{e} au niveau des « Outputs d'innovation ».
- La Tunisie se situe au-dessus de la moyenne du groupe à revenu intermédiaire inférieur dans cinq piliers, à savoir : « Institutions », « Capital humain et recherches », « Infrastructure », « Résultats de la connaissance et de la technologie » et « Résultats de la créativité » et au-dessus de la moyenne du monde arabe dans deux piliers, à savoir : « le capital humain et recherches » et « Les résultats de la connaissance et de la technologie ».
- La Tunisie obtient les meilleurs résultats dans le capital humain et la recherche contre une plus faible performance dans la sophistication des affaires.

Résultats de la Tunisie



La Tunisie affiche de meilleurs résultats au niveau des inputs de l'innovation durant cette décennie. Ce pilier est tiré vers le haut grâce au sous indicateur « Capital humain et recherche » qui est considéré comme une force pour la Tunisie et la situe parmi les top 40 mondiaux.

Principales recommandations*

- Réviser et améliorer le système éducatif et l'orienter vers les sciences et les technologies modernes en se basant sur la R&D et l'innovation et en s'assurant que les domaines dans lesquels se spécialisent les étudiants et les programmes d'études correspondent bien aux besoins réels de l'économie.
- Renforcer davantage la recherche publique-privée et la mobilité intersectorielle des chercheurs publics.
- Réformer le système financier afin de permettre différentes options de sortie des entreprises, notamment l'introduction sur les marchés de capitaux.
- Alléger les procédures administratives et le cadre légal liés aux SICAR et aux Fonds Commun de Placement à Risque (FCPR) tout en les adaptant à la nature spécifique des activités de R&D et d'innovation.
- Accorder plus de transparence et de professionnalisme aux pratiques de l'essaimage conventionnel pour mieux s'adapter aux activités de R&D et d'innovation.

CNUCED Indice de Commerce Electronique Business to Consumer

- La CNUCED a publié en 2021 la 6e édition du rapport sur "l'indice du commerce électronique B2C »,
- L'indice permet aux pays de comparer leurs états de préparation et indique également leurs forces et faiblesses relatives aux différents éléments du commerce électronique, comme la qualité de l'infrastructure internet et la disponibilité des solutions de paiement et de livraison.
- L'indice se compose de quatre indicateurs étroitement liés aux achats en ligne et pour lesquels il existe une large couverture nationale à savoir:

  1- proportion de la population âgée de 15 ans et plus, possédant un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.

  2- Proportion des particuliers utilisant internet.

  3- Indice de fiabilité postale.

  4- Serveurs Internet sécurisés pour 1 million de personnes.

Principaux résultats

- L'indice varie de 0 à 100, plus il se rapproche de 100, plus l'économie est considérée comme « préparée » au commerce électronique.
- Le score moyen observé pour cette année est de 55/100. Mais bien que ce score dépasse à peine la moyenne, l'année 2020 fût l'année de propulsion du commerce électronique dans le monde.
- La CNUCED a affirmé que la pandémie COVID-19 et les mesures de quarantaine ont introduit une nouvelle dimension ayant conduit au recours accru au commerce électronique (on considère que le E-commerce dans le monde s'est accéléré pendant la pandémie d'environ 5 ans).

Principaux résultats (suite)

- Les économies européennes dominent le top 10 et la Suisse est en tête du classement mondial avec 97% de la population utilisant internet et 98% disposant d'un compte dans une institution financière ou auprès d'un fournisseur de services d'argent mobile.

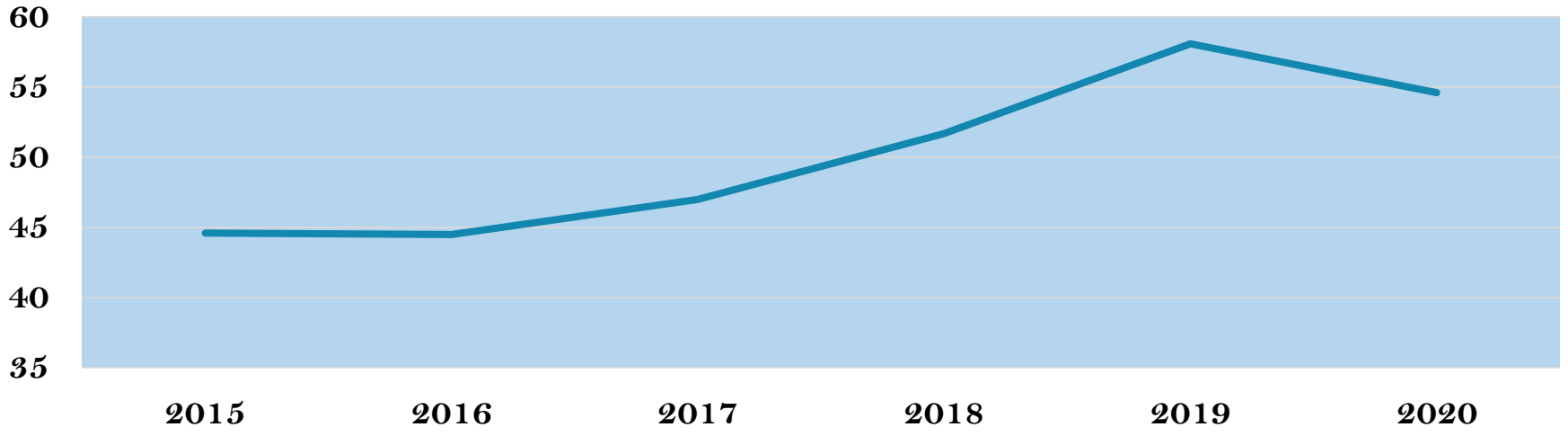
- Singapour (4e) mène le classement asiatique et les Emirats Arabes Unis (37e) mènent le classement du monde arabe.

- Les quatre plus fortes hausses des scores ont été enregistrées en Algérie (52,2 contre 38.2 en 2019), au Brésil (63,5 contre 56.9 en 2019), au Ghana (51,9 contre 42.8 en 2019) et à la République Démocratique Populaire Lao (40,6 contre 35.1 en 2019).

Résultats de la Tunisie

- Bien que la Tunisie se soit classée 9e au niveau arabe et 3e au niveau africain, elle a perdu au niveau mondial 7 rangs et 3,5 points en une année pour se classer 77e avec un score de 54,6 (contre70e avec un score de 58.1 en 2019).
- Toutefois, le score de la Tunisie a suivi un rythme croissant de 2015 à 2019.

Evolution du score de la Tunisie (2015-2020)



Résultats de la Tunisie

- On relève une accélération du volume des transactions électroniques qui ont augmenté de 30%, passant de 270 millions de dinars en 2019 à 350 millions de dinars en 2020. Ainsi, les sites de vente en ligne ont doublé leur trafic en 2020 (+109%) et les systèmes de paiement mobile, qui étaient freinés avant la crise par diverses formalités administratives, ont été accélérés.

- Au niveau de la fiabilité postale, la Tunisie a perdu 10 points de son score (69 contre 79) mais ce dernier reste de loin supérieur au score moyen mondial (47).

- Le score relatif aux individus utilisant internet a enregistré une hausse (67 contre 60 en 2019) et reste supérieur au score moyen mondial.

- Le pourcentage d'individus ayant un compte auprès d'une institution financière (37%) est parmi les plus faibles de la région MENA.

- L'indicateur "Serveurs internet sécurisés" a accusé une baisse (46 contre 52 en 2019).

Principales recommandations*

- Le contrôle et l'organisation de la concurrence dans l'économie digitale pour que les plateformes de commerce en ligne deviennent accessibles à un nombre plus important d'entreprises. En effet, le contrôle monopolistique des données et les différences de taille entre les entreprises qui occupent les plateformes digitales peuvent avoir des répercussions sur la performance de tout ce secteur.

- La dématérialisation des instruments de paiements par les banques et l'encouragement du paiement en devises en supprimant les restrictions du plafond de paiement autorisé et du niveau académique et ce, pour les cartes technologiques accordées aux personnes résidentes qui effectuent des transactions via internet.

- L'adoption d'une politique de ciblage des subventions au profit des investissements en infrastructure de communication et des réductions des tarifs douaniers sur les importations de haute technologie sont aussi nécessaires afin de réduire les coûts et favoriser la demande.

Principales recommandations (suite)

- L'instauration de mécanismes incitatifs encourageant les jeunes à recourir aux plateformes numériques.

- Le partenariat public/privé pourrait appuyer le potentiel de demande pour les fintech et ce, en envisageant des mécanismes de financement public et/ou sectoriel permettant aux consommateurs (à pouvoir d'achat réduit surtout) d'acquérir le matériel nécessaire pour les paiements électroniques (smartphones, ordinateurs, puces téléphoniques, etc.)

- La vulgarisation de la culture du E-commerce, notamment, auprès des jeunes et ce, en modernisant les programmes éducatifs et de formation, en instaurant un suivi et une évaluation de la culture numérique et des programmes consacrés aux sciences, à la technologie, à l'ingénierie et aux mathématiques, et en encourageant la formation continue et la reconversion professionnelle de la population active.

TUNISIE 2021

Performances compétitives au temps du Covid-19

Principaux indicateurs

ITCEQ
27, Rue du Liban -1002
Tunis

Janvier 2022

www.itceq.tn